

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1661

[S - C - 29196]

3 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au financement du Fonds national de la Recherche scientifique, au renforcement du potentiel scientifique universitaire et au financement de programmes de recherche fondamentale collective

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires telle que modifiée et, plus particulièrement, l'article 47;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 25 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 5 décembre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 4 février 1998, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 1^{er} avril 1998;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Conditions d'octroi de la subvention légale au Fonds national de la Recherche scientifique*

Section 1ère — Affectation et conditions d'octroi de la subvention

Article 1^{er}. La subvention annuelle accordée au Fonds national de la Recherche scientifique par la Communauté française en vertu de l'article 47 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est destinée à favoriser la recherche scientifique en Communauté française, à savoir :

1° à l'octroi et à la gestion :

a) de mandats et de bourses de recherche;

b) de crédits aux chercheurs sous la forme de subsides de fonctionnement et d'équipements scientifiques;

2° à l'octroi et à la gestion de crédits pour :

a) missions scientifiques;

b) participations à des congrès scientifiques à l'étranger;

c) séjours scientifiques à l'étranger;

d) organisation de congrès, de colloques et de réunions à caractère scientifique;

e) groupes de contacts entre chercheurs, troisième cycle universitaire;

f) collaborations scientifiques internationales;

g) activités de développement de la recherche fondamentale.

L'affectation de la subvention annuelle ressortit à la compétence du conseil d'administration du Fonds.

Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation par les bénéficiaires des aides financières qu'il leur octroie.

Pour chaque destination reprise à l'alinéa 1^{er}, le solde éventuellement disponible à la fin de l'exercice est reporté avec la même destination. Toutefois, sa réaffectation ne peut avoir lieu que durant l'exercice suivant.

Les intérêts produits par le placement de la subvention éventuellement non utilisée reçoivent la même affectation.

Art. 2. Chaque année, en vue de l'établissement du budget de la Communauté française, le Fonds national de la Recherche scientifique établit un projet de dépenses pour l'année suivante au titre de la subvention visée à l'article 1^{er}.

Ce projet est transmis au Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 3. Le Fonds national de la Recherche scientifique établit chaque année un rapport sur son activité et sur l'utilisation de la subvention visée à l'article 1^{er}.

Ce rapport est transmis au Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 4. La subvention visée à l'article 1^{er} est octroyée au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche liquidé après la transmission du rapport visé à l'article 3 et après la vérification des comptes visée à l'article 7.

Section 2. — Contrôle

Art. 5. Sur proposition du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions, le Gouvernement désigne un délégué auprès du Fonds national de la Recherche scientifique.

Ce délégué exerce les fonctions de Commissaire du Gouvernement.

Il assiste aux réunions du conseil d'administration.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le Commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du Conseil.

Il exerce un droit de recours auprès du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions contre toute décision du conseil d'administration qu'il estime contraire aux lois, décrets et arrêtés ou à l'intérêt général.

Le recours est exercé dans les cinq jours francs qui suivent la notification écrite de la décision au Commissaire du Gouvernement.

Le recours est notifié simultanément au Président du conseil d'administration.

L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

Dans les trente jours du recours, le conseil d'administration fait connaître au Ministre ses observations sur le recours.

Dans les trente jours de la réception des observations du conseil d'administration, le Ministre peut marquer son désaccord avec la décision du conseil d'administration.

Dans ce cas, le conseil d'administration rapporte sa décision au cours de sa prochaine réunion.

Art. 6. Sur proposition du Ministre qui a le budget dans ses attributions, le Gouvernement désigne un délégué auprès du Fonds national de la Recherche scientifique.

Ce délégué assiste aux réunions du conseil d'administration.

Il peut exercer un droit de recours auprès du Ministre qui a le budget dans ses attributions selon les modalités visées à l'article 5.

Art. 7. Le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes du Fonds national de la Recherche scientifique qui concernent l'utilisation de la subvention accordée par la Communauté française.

A ce titre, il dispose de tous les moyens d'investigation nécessaires à l'exercice de sa mission.

CHAPITRE II. — *Renforcement du potentiel scientifique universitaire*

Art. 8. Chaque année, dans la limite des crédits budgétaires, une subvention est accordée au Fonds national de la Recherche scientifique au titre de renforcement du potentiel scientifique universitaire dans le domaine de la recherche fondamentale universitaire. Celle-ci vient en complément de la subvention accordée en vertu de l'article 47 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Art. 9. La subvention visée à l'article 8 est destinée à l'octroi de mandats de recherche de niveau postdoctoral et à durée indéterminée dans les institutions universitaires.

Dans des cas exceptionnels que le Fonds national de la Recherche scientifique justifie, le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions peut déroger au caractère de durée indéterminée du mandat.

Art. 10. Chaque année, en vue de l'établissement du budget de la Communauté française, le Fonds national de la Recherche scientifique établit un projet de dépenses pour l'année suivante au titre de la subvention visée à l'article 8.

Ce projet est transmis au Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 11. Le Fonds national de la Recherche scientifique établit chaque année un rapport sur son activité et sur l'utilisation de la subvention visée à l'article 8.

Ce rapport est transmis au Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions.

Art. 12. La subvention visée à l'article 8 est octroyée au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche liquidé après la transmission du rapport prévu à l'article 11 et après la vérification des comptes par le fonctionnaire vérificateur visé à l'article 13, 1°.

Art. 13. La subvention visée à l'article 8 est soumise:

1° au contrôle du Commissaire du Gouvernement, du Délégué du Ministre ayant le Budget dans ses attributions et du fonctionnaire vérificateur et selon les modalités visées aux articles 5, 6 et 7;

2° aux règles d'affectation visées à l'article 1^{er}, alinéas 2, 3, 4 et 5.

CHAPITRE III. — *Financement de programmes de recherche fondamentale collective*

Section 1ère — Dispositions générales

Art. 14. Indépendamment des possibilités de financer des programmes de recherche fondamentale collective dus à sa propre initiative, le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions peut octroyer une aide financière en faveur de programmes de recherche fondamentale collective dus à l'initiative de chercheurs.

Art. 15. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « recherche fondamentale collective » toute recherche scientifique n'ayant pas en vue des applications immédiates et organisée en équipe sous la direction d'un ou plusieurs chercheurs.

Section 2. — Financement de programmes de recherche fondamentale collective dus à l'initiative ministérielle

Art. 16. Chaque année, les crédits destinés à la réalisation de programmes de recherche fondamentale collective dont les Ministres compétents en matière d'enseignement et/ou de recherche scientifique prennent l'initiative, chacun au regard de ses attributions, sont portés au budget de la Communauté française.

Section 3. — Financement de programmes de recherche fondamentale collective dus à l'initiative des chercheurs

Art. 17. En vue du financement de programmes de recherche fondamentale collective dus à l'initiative de chercheurs, le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions accorde des subventions au Fonds national de la Recherche scientifique, dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Communauté française et dans le cadre de conventions que le Ministre établit avec le Fonds prémentionné.

Ces conventions doivent satisfaire aux conditions reprises à la présente section.

Art. 18. Pour la gestion des subventions qui lui sont octroyées, en application de l'article 17, le Fonds national de la Recherche scientifique crée en son sein un fonds de la recherche médicale, un fonds de la recherche nucléaire et un fonds de la recherche fondamentale en toutes autres disciplines.

Ces fonds sont dotés de l'autonomie comptable.

Chaque fonds est dirigé par un comité de gestion composé d'un président, d'un vice-président, de douze membres au maximum et d'un secrétaire-rapporteur.

Art. 19. § 1^{er}. Les comités de gestion des trois fonds précités sont présidés par le Recteur qui assure la présidence du Fonds national de la Recherche scientifique. Toutefois, les présidents en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent en fonction jusqu'au terme de l'année académique 1998-1999.

Les présidents n'ont pas voix délibérative.

§ 2. Les vice-présidents sont désignés par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique parmi ses membres.

§ 3. Les membres sont désignés par le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique, parmi les personnalités représentatives d'institutions d'enseignement universitaire ou d'institutions scientifiques, et choisies pour leur compétence dans le domaine des disciplines scientifiques qui entrent en ligne de compte pour l'octroi d'une aide financière.

Le mandat des membres est de deux ans; il est renouvelable.

§ 4. Le secrétaire général du Fonds national de la Recherche scientifique assume les fonctions de secrétaire-rapporteur auprès des comités de gestion.

Art. 20. Chaque année, en vue de l'établissement du budget de la Communauté française, les comités de gestion établissent chacun un projet de dépenses en vue du financement de programmes de recherche au cours de l'année suivante au titre des subventions visées à l'article 17.

Art. 21. Les subventions visées à l'article 17 sont octroyées au Fonds national de la Recherche scientifique en quatre tranches égales, au début de chaque trimestre de l'année, à l'exception d'un montant égal à dix pour cent de la dernière tranche liquidé après la transmission des rapports visés à l'article 27 et après la vérification des comptes visée à l'article 25 alinéa 4.

Art. 22. § 1^{er}. A l'aide des subventions qui leur sont octroyées, les comités de gestion peuvent accorder une aide financière aux promoteurs de programmes de recherche dont ceux-ci ont pris l'initiative.

§ 2. Lorsque les programmes de recherche sont appelés à être exécutés au sein d'une ou de plusieurs institutions d'enseignement universitaire ou institutions scientifiques publiques ou privées, une aide financière peut être accordée aux promoteurs de ces programmes, pour autant que ceux-ci aillent au-delà de la mission normale de cette ou de ces institutions ou encore qu'ils exigent des ressources dépassant leurs moyens normaux.

Art. 23. Sur proposition du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions, le Gouvernement désigne un délégué auprès du comité de gestion des fonds auquel les subventions sont versées.

Ce délégué exerce les fonctions de Commissaire du Gouvernement.

Il assiste aux réunions du comité de gestion.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le Commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du comité de gestion.

Il exerce un droit de recours auprès du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions contre toute décision du comité de gestion qu'il estime contraire aux lois, décrets et arrêtés ou à l'intérêt général.

Le recours est exercé dans les cinq jours francs qui suivent la notification écrite de la décision au Commissaire du Gouvernement.

Le recours est notifié simultanément au Président du comité de gestion.

L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

Dans les trente jours du recours, le comité de gestion fait connaître au Ministre ses observations sur le recours.

Dans les trente jours de la réception des observations du comité de gestion, le Ministre peut marquer son désaccord avec la décision du comité de gestion.

Dans ce cas, le comité de gestion rapporte sa décision au cours de sa prochaine réunion.

Art. 24. Sur proposition du Ministre qui a le budget dans ses attributions, le Gouvernement désigne un délégué auprès du comité de gestion des fonds auquel les subventions sont versées.

Ce délégué assiste aux réunions du comité de gestion.

Il peut exercer un droit de recours auprès du Ministre qui a le budget dans ses attributions selon les modalités visées à l'article 23.

Art. 25. Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable vis-à-vis du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions de l'utilisation, par les promoteurs de programmes de recherche, de l'aide financière dont ils ont bénéficié.

Le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique fixe les modalités de ce contrôle qui porte sur la nature et sur la réalité des dépenses.

Le Fonds national de la Recherche scientifique est responsable de ce contrôle vis-à-vis du Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions.

Le Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions désigne un fonctionnaire chargé de vérifier la régularité des comptes du fonds auquel il a octroyé des subventions et de s'assurer que le contrôle visé ci-dessus est régulièrement effectué.

Pour l'accomplissement de leur mission, ces fonctionnaires disposent des pouvoirs d'investigation nécessaires.

Art. 26. Le solde des subventions attribuées en vertu du présent chapitre éventuellement disponible à la fin de l'exercice, est reporté. Toutefois, sa réaffectation ne peut avoir lieu que durant l'exercice suivant.

Les intérêts produits par le placement des subventions éventuellement non utilisées reçoivent la même affectation.

Art. 27. Le fonds de la recherche médicale, le fonds de la recherche nucléaire et le fonds de la recherche fondamentale en toutes autres disciplines dont question à l'article 18, établissent chaque année un rapport sur leur activité et sur l'utilisation qu'ils ont faite des subventions leur octroyées en vertu du présent chapitre.

Ce rapport est transmis au Ministre qui a la recherche scientifique dans ses attributions.

Section 4. — Disposition particulière

Art. 28. Par dérogation aux dispositions des articles 18 et 19, le conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique délègue au conseil d'administration de l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires la gestion des subventions qui lui sont accordées en vue de l'octroi d'une aide financière à des programmes de recherche fondamentale collective dans le domaine des sciences nucléaires.

Le conseil d'administration de l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires est substitué au comité de gestion du fonds de la recherche nucléaire prévu à l'article 18, pour l'application des dispositions de l'article 20, des articles 22 à 25 et 27.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 29. L'arrêté royal du 18 janvier 1965 relatif au financement de programmes de recherche fondamentale collective est abrogé pour ce qui concerne la Communauté française.

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 31. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 3 avril 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
W. ANCIEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1661

[S - C - 98/29196]

3 APRIL 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de financiering van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, de versteviging van het wetenschappelijk universitair potentieel en de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, zoals gewijzigd en inzonderlijk op artikel 47;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 februari 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 1 april 1998;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de toekenning van de wettelijke toelage aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek

Afdeling I — Bestemming en voorwaarden voor de toekenning van de toelage

Artikel 1. De jaarlijkse toelage door de Franse Gemeenschap toegekend aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek krachtens artikel 47 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen is bestemd voor het bevorderen van het wetenschappelijk onderzoek in de Franse Gemeenschap, te weten :

1° voor de toekenning en het beheer van :

a) mandaten en beurzen voor het onderzoek;

b) kredieten voor vorsers in de vorm van werkings- en wetenschappelijke uitrustingstoelagen;

2° voor de toekenning en het beheer van kredieten voor :

a) wetenschappelijke opdrachten;

b) medewerkingen aan wetenschappelijke congressen in het buitenland;

c) wetenschappelijke verblijven in het buitenland;

d) inrichting van congressen, colloquia en vergaderingen van wetenschappelijke aard;

e) contactgroepen tussen vorsers, derde universitaire cyclus;

f) internationale wetenschappelijke samenwerking;

g) activiteiten voor de ontwikkeling van het fundamenteel onderzoek.

De bestemming van de jaarlijkse toelage valt onder de bevoegdheid van de raad van bestuur van het Fonds.

Het Nationaal Fonds voor wetenschappelijk onderzoek is ten overstaan van de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort verantwoordelijk voor de bestemming door de begunstigen van de financiële hulpverleningen die hij hen toekent.

Voor elke bestemming waarvan sprake in lid 1, wordt het eventueel beschikbaar saldo op het einde van het dienstjaar met dezelfde doelstelling overgedragen. De wederbestemming ervan mag nochtans slechts in de loop van het volgende dienstjaar gebeuren.

De intresten opgebracht door de belegging van de eventueel niet opgebruikte toelagen krijgen dezelfde bestemming.

Art. 2. Elk jaar met het oog op het opmaken van de begroting van de Franse Gemeenschap, stelt het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek een ontwerp voor de uitgaven van het volgende jaar op als toelage bedoeld bij artikel 1.

Dit ontwerp wordt voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort.

Art. 3. Het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek maakt elk jaar een verslag op over zijn activiteiten en over de bestemming van de bij artikel 1 bedoelde toelage.

Dit verslag wordt voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort.

Art. 4. De bij artikel 1 bedoelde toelage wordt toegekend aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in vier gelijke schijven, op het begin van elk kwartaal van het jaar, met uitzondering van een bedrag gelijk aan tien procent van de laatste schijf die werd uitbetaald nadat het bij artikel 3 bedoeld verslag werd doorgestuurd en na het bij artikel 7 bedoeld nazicht van de rekeningen.

Afdeling 2. — Controle

Art. 5. Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort, stelt de Regering een afgevaardigde aan bij het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek.

Deze afgevaardigde oefent het ambt van Regeringscommissaris uit.

Hij woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

Behoudens de gevallen van dringende noodzakelijkheid, die in 't bijzonder met redenen omkleed zijn en die hij aanvaardt, wordt de Commissaris tien dagen voor de vergadering in het bezit gesteld van de volledige agenda alsook van alle documenten in verband met de punten waarvoor hij bevoegd is. Hij heeft het recht de toezending te bekomen van de dossiers die in verband met deze punten ter bespreking aan de Raad voorgelegd worden.

Hij heeft het recht een beroep in te stellen bij de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort tegen elke beslissing van de raad van bestuur die naar zijn oordeel strijdig is met de wetten, decreten en besluiten of met het algemeen belang.

Hij gaat in beroep binnen de vijf volle dagen die volgen op de schriftelijke kennisgeving aan de Regeringscommissaris van de genomen beslissing.

Het beroep wordt tegelijkertijd aan de Voorzitter van de raad van bestuur medegedeeld.

De uitvoering van de beslissing wordt door het beroep opgeschort.

Binnen de dertig dagen van het beroep, maakt de raad van bestuur aan de Minister zijn opmerkingen over het beroep bekend.

Binnen de dertig dagen van de ontvangst van de opmerkingen van de raad van bestuur, kan de Minister zijn onenigheid met de beslissing van de raad van bestuur bekend maken.

In dat geval trekt de raad van bestuur zijn beslissing in tijdens zijn volgende vergadering.

Art. 6. Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort, stelt de Regering een afgevaardigde aan bij het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek.

Deze afgevaardigde woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

Hij heeft het recht een beroep in te stellen bij de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort volgens de bij artikel 5 bedoelde nadere regels.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort, stelt een ambtenaar aan belast met de controle over de regelmatigheid van de rekeningen van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, die betrekking hebben op de bestemming van de toelage toegekend door de Franse Gemeenschap.

Als dusdanig heeft hij alle investigatiemiddelen te zijner beschikking die hij nodig heeft om zijn opdracht te vervullen.

HOOFDSTUK II. — Versteving van het universitair wetenschappelijk potentieel

Art. 8. Elk jaar, binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt een toelage toegekend aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek ter versteving van het universitair wetenschappelijk potentieel op het gebied van de universitaire fundamentele vorsing. Deze komt als toevoeging bij de toelage toegekend krachtens artikel 47 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Art. 9. De bij artikel 8 bedoelde toelage is bestemd voor de toekenning van vorsingsmandaten van het postdoctoraal niveau en van onbepaalde duur in universitaire instellingen.

In de uitzonderlijke gevallen die het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek verantwoordt, kan de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort, afwijken van het kenmerk van onbepaalde duur van het mandaat.

Art. 10. Elk jaar met het oog op het opmaken van de begroting van de Franse Gemeenschap, stelt het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek een ontwerp voor de uitgaven van het volgende jaar op als toelage bedoeld bij artikel 8.

Dit ontwerp wordt voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort.

Art. 11. Het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek maakt elk jaar een verslag op over zijn activiteiten en over de bestemming van de bij artikel 8 bedoelde toelage.

Dit verslag wordt voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort.

Art. 12. De bij artikel 8 bedoelde toelage wordt toegekend aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in vier gelijke schijven, op het begin van elk kwartaal van het jaar, behoudens een bedrag gelijk aan tien procent van de laatste schijf die werd uitbetaald nadat het bij artikel 11 bedoeld verslag werd doorgestuurd en nadat de bij artikel 13, 1° bedoelde ambtenaar belast met het nazicht de rekeningen heeft nagezien.

Art. 13. De bij artikel 8 bedoelde toelage wordt :

1° ter nazicht van de Regeringscommissaris, de Afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort en van de ambtenaar belast met het nazicht voorgelegd en volgens de bij de artikelen 5, 6 en 7 bedoelde voorwaarden;

2° Onderworpen aan de affectatieregels, bedoeld bij artikel 1, leden 2, 3, 4 en 5.

HOOFDSTUK III. — *Financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek.*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 14. Afgezien van de mogelijkheden om uit eigen beweging opgemaakte programma's voor collectief fundamenteel onderzoek te financieren, kan de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort een financiële tegemoetkoming voor programma's inzake collectief fundamenteel onderzoek toekennen die op initiatief van de vorsers werden opgemaakt.

Art. 15. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet verstaan worden onder « collectief fundamenteel onderzoek » elk wetenschappelijk onderzoek waarbij onmiddellijke toepassingen niet beoogd worden en dat in ploegverband georganiseerd wordt onder de leiding van een of meer vorsers.

Afdeling 2. — Financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek op ministerieel initiatief

Art. 16. Elk jaar worden de kredieten bestemd voor het verwezenlijken van programma's inzake collectief fundamenteel onderzoek waarvoor het initiatief door de Ministers bevoegd voor onderwijs en/of wetenschappelijk onderzoek genomen wordt, ieder volgens zijn bevoegdheden, op de begroting van de Franse Gemeenschap geboekt.

Afdeling 3. — Financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek opgemaakt op initiatief van de vorsers

Art. 17. Met het oog op de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek opgemaakt op initiatief van vorsers, kent de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort toelagen toe aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek binnen de perken van de kredieten die daartoe op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken zijn en in het kader van overeenkomsten die de Minister afsluit met het voornoemd Fonds.

Deze overeenkomsten moeten aan de in deze afdeling opgenomen voorwaarden voldoen.

Art. 18. Wat het beheer van de hem toegekende toelagen betreft, in toepassing van artikel 17, richt het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in eigen midden een fonds voor medisch onderzoek, een fonds voor nucleair onderzoek en een fonds voor fundamenteel onderzoek in alle andere wetenschapstakken op.

Deze fondsen hebben rekenplichtige zelfstandigheid.

Elk fonds staat onder de leiding van een comité van beheer bestaande uit een voorzitter, een ondervoorzitter, ten hoogste twaalf leden en een secretaris-verslaggever.

Art. 19. § 1. De beheerscomités van de drie voormelde fondsen staan onder het voorzitterschap van de Rector die voorzitter is van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek. De waarnemende voorzitters op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit behouden evenwel hun functie tot op het einde van het academisch jaar 1998-1999.

De voorzitters zijn niet stemgerechtigd.

§ 2. De ondervoorzitters worden door de raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek onder de leden gekozen.

§ 3. De leden worden door de raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek aangesteld onder de representatieve personaliteiten van instellingen van het universitair onderwijs of van wetenschappelijke instellingen en gekozen voor hun bevoegdheid op het vlak van de wetenschappelijke vakken die in aanmerking komen voor de toekenning van een financiële hulpverlening.

Het mandaat van de leden loopt over twee jaar; het is hernieuwbaar.

§ 4. De secretaris-generaal van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek neemt de functies waar van secretaris-verslaggever bij de beheerscomités.

Art. 20. Elk jaar, met het oog op het opmaken van de begroting van de Franse Gemeenschap, stelt elk beheerscomité een ontwerp voor de uitgaven van het volgende jaar op als toelagen bedoeld bij artikel 17.

Art. 21. De bij artikel 17 bedoelde toelagen worden toegekend aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek in vier gelijke schijven, op het begin van elk kwartaal van het jaar, behoudens een bedrag gelijk aan tien procent van de laatste schijf die werd uitbetaald nadat het bij artikel 27 bedoeld verslag werd doorgestuurd en nadat de rekeningen werden nagezien zoals bedoeld bij artikel 25, lid 4.

Art. 22. § 1. Met de toelagen die hen worden toegekend kunnen de beheerscomités financiële hulp verlenen aan de promotors van vorsingsprogramma's op hun initiatief opgemaakt.

§ 2. Wanneer het voorzien is de vorsingsprogramma's binnen een of meer universitaire onderwijsinstellingen of wetenschappelijke openbare of privé-instellingen te laten uitvoeren, kan er aan de promotors van deze programma's een financiële hulpverlening worden toegekend voor zover deze programma's verder reiken dan de normale opdracht van deze instelling(en) of ook nog voor zover er daartoe inkomsten vereist zijn die hun gewone middelen overschrijden.

Art. 23. Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort, stelt de Regering een afgevaardigde aan bij het beheerscomité waaraan de toelagen worden gestort.

Deze afgevaardigde oefent het ambt van Regeringscommissaris uit.

Hij woont de vergaderingen van het beheerscomité bij.

Behoudens de gevallen van dringende noodzakelijkheid, die in 't bijzonder met redenen omkleed zijn en die hij aanvaardt, wordt de Commissaris tien dagen voor de vergadering in het bezit gesteld van de volledige agenda alsook van alle documenten in verband met de punten waarvoor hij bevoegd is. Hij heeft het recht de toezending te bekomen van de dossiers die in verband met deze punten ter bespreking aan het beheerscomité worden voorgelegd.

Hij heeft het recht een beroep in te stellen bij de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort tegen elke beslissing van het beheerscomité die naar zijn oordeel strijdig is met de wetten, decreten en besluiten of met het algemeen belang.

Hij gaat in beroep binnen de vijf volle dagen die volgen op de schriftelijke kennisgeving aan de Regeringscommissaris van de genomen beslissing.

Het beroep wordt tegelijkertijd aan de Voorzitter van het beheerscomité medegedeeld.

De uitvoering van de beslissing wordt door het beroep opgeschort.

Binnen de dertig dagen van het beroep, maakt het beheerscomité aan de Minister zijn opmerkingen over het beroep bekend.

Binnen de dertig dagen van de ontvangst van de opmerkingen van het beheerscomité, mag de Minister zijn onenigheid met de beslissing van het beheerscomité bekend maken.

In dat geval trekt het beheerscomité zijn beslissing in tijdens zijn volgende vergadering.

Art. 24. Op de voordracht van de van de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort stelt de Regering een afgevaardigde aan bij het beheerscomité voor de fondsen waaraan de toelagen worden gestort.

Deze afgevaardigde woont de vergaderingen van het beheerscomité bij.

Hij heeft het recht een beroep in te stellen bij de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort volgens de bij artikel 23 bedoelde voorwaarden.

Art. 25. Het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek is verantwoordelijk ten overstaan van de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort voor de bestemming door de promotors van vorsingsprogramma's van de financiële hulpverlening die zij gekregen hebben.

De raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek bepaalt de nadere regels van deze controle die betrekking heeft op de aard en de werkelijkheid van de uitgaven.

Het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek is verantwoordelijk voor deze controle ten overstaan van de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort.

De Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort, stelt een ambtenaar aan belast met het nazicht van de regelmatigheid van de rekeningen van het fonds waaraan hij toelagen heeft toegekend en om zich ervan te vergewissen dat de bovenvernoemde controle geregeld (regelmatig ?) wordt uitgevoerd.

Om hun opdracht te vervullen beschikken deze ambtenaren over de nodige investigatiemachten.

Art. 26. Het eventueel op het einde van het dienstjaar beschikbaar saldo van de toelagen die krachtens dit hoofdstuk zijn toegekend wordt overgedragen. De wederbestemming ervan mag evenwel slechts in de loop van het volgende dienstjaar uitgekeerd worden.

De intresten opgebracht door de belegging van de eventueel niet opgebruikte toelage krijgen dezelfde bestemming.

Art. 27. Het fonds voor medisch onderzoek, het fonds voor nucleair onderzoek en het fonds voor fundamenteel onderzoek in alle andere wetenschapstakken waarvan sprake in artikel 18 stellen elk jaar een verslag op over hun activiteiten en over de bestemming van de toelagen die hen werden toegekend krachtens dit hoofdstuk.

Dit verslag wordt aan de Minister tot wiens bevoegdheid het wetenschappelijk onderzoek behoort, overgezonden.

Afdeling 4. — Bijzondere bepaling

Art. 28. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 18 en 19, draagt de raad van bestuur van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek aan de raad van bestuur van de universitaire instelling voor nucleaire wetenschappen het beheer over van de toelagen die hem zijn toegekend met het oog op de toekenning van een financiële hulpverlening voor programma's inzake collectief fundamenteel onderzoek op het vlak van de nucleaire wetenschappen.

De raad van bestuur van de universitaire instelling voor nucleaire wetenschappen treedt op in de plaats van het beheerscomité van het fonds voor nucleair onderzoek, bedoeld bij artikel 18, wat de toepassing betreft van de bepalingen van artikel 20, de artikelen 22 tot 25 en 27.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 29. Het koninklijk besluit van 18 januari 1965 betreffende de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek wordt ingetrokken wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 31. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 3 april 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek,
W. ANCIEN